

INSTRUCTION N° 2006-07 DU 25 JUILLET 2006

RELATIVE AUX OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION

Prise en application du titre III du livre II du règlement général de l'AMF

CHAPITRE I - OFFRES PUBLIQUES PORTANT SUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS MENTIONNÉS À L'ARTICLE 231-1 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF

SECTION 1 - DÉPÔT DU PROJET D'OFFRE ET DU PROJET DE NOTE D'INFORMATION ET DE NOTE EN RÉPONSE

Article 1 - Documents à transmettre à l'AMF

Outre le projet de note d'information, l'initiateur transmet, seul ou conjointement avec la société visée, à l'AMF :

- 1° Les attestations mentionnées à l'article 231-18 du règlement général de l'AMF ;
- 2° L'intégralité des accords conclus par les sociétés concernées ou par leurs actionnaires, directement ou par personne interposée, susceptibles d'avoir une incidence sur l'appréciation de l'opération ou sur son issue et dont elles ont connaissance (personnes physiques ou morales membres de l'accord et dispositions principales) ;
- 3° Les engagements d'apport à l'offre ;
- 4° Le procès-verbal du dernier conseil d'administration, du dernier conseil de surveillance ou, dans le cas d'une société étrangère, de l'organe compétent au cours duquel un avis a été donné sur l'intérêt de l'offre ;
- 5° Toute autre information que l'AMF estimera utile pour la protection des investisseurs et le bon fonctionnement du marché.

Article 2 - Note d'information de l'initiateur

Le projet de note d'information précise notamment :

- 1° L'identité de l'initiateur ;

Lorsque l'initiateur est une personne morale, le projet de note d'information en précise la forme, la dénomination et le siège statutaire.

- 2° La teneur de son offre ;

- a) Le prix ou la parité proposés, en fonction des critères d'évaluation objectifs usuellement retenus, des caractéristiques de la société visée et du marché de ses titres.

Le prix ou la parité proposés sont accompagnés de plusieurs éléments d'appréciation, ainsi que le cas échéant des hypothèses sous-jacentes, représentant chacun une approche différente, significatifs par rapport à la nature économique de l'opération et aboutissant chacun au calcul d'une prime ou d'une décote par rapport à ce prix ou à cette parité.

Peuvent être présentés, selon les circonstances de l'offre et les caractéristiques de la société :

- les moyennes de cours de bourse établies sur des périodes s'achevant à la séance précédant la publication du communiqué relatif au dépôt du projet d'offre et éventuellement à une date antérieure justifiée par l'initiateur ;
- les ratios de rentabilité ou de rendement ;
- les comparaisons boursières ;
- les références à d'éventuelles évaluations financières réalisées en dehors de toute opération ou dans le cadre d'opérations financières récentes ;
- ainsi que tout autre élément pertinent retenu par l'initiateur.

Dans tous les cas, les choix effectués par l'initiateur ou ses conseils pour sélectionner les éléments présentés ou pour écarter l'une des méthodes d'évaluation listées sont dûment justifiés.

Lorsque l'offre comporte en tout ou partie la remise de titres, les éléments relatifs à la société visée sont confrontés à des éléments équivalents pour la société dont les titres sont remis en échange. L'initiateur établit

un récapitulatif des données précédemment évoquées sous forme de tableau reprenant l'ensemble des résultats obtenus à l'aide des divers éléments d'appréciation présentés.

b) Le nombre et la nature des titres que l'initiateur s'engage à acquérir.

L'initiateur précise :

- le nombre de titres visés et, en cas d'offre publique alternative ou en cas d'offre principale assortie d'une option subsidiaire, le nombre de titres visés par l'offre publique d'achat et le nombre de titres visés par l'offre publique d'échange ;
- la nature des titres visés ;
- la date du transfert de propriété des titres apportés à l'offre ;
- s'il s'agit d'une offre publique d'échange, la date d'émission des titres remis en échange, la date de livraison aux bénéficiaires, le(s) marché(s) sur le(s)quel(s) est (sont) prévu(s) leur admission aux négociations et la date prévue d'admission aux négociations sur ce marché ;
- s'il s'agit d'une offre publique d'achat, la date du paiement des titres apportés à l'offre ;
- les modalités de l'offre.

L'initiateur indique au moins le régime fiscal de l'offre applicable aux personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France.

c) Le nombre et la nature des titres de la société visée que l'initiateur détient déjà, directement ou indirectement, seul ou de concert, ou qu'il peut détenir à sa seule initiative, ainsi que la date et les conditions auxquelles leur acquisition a été réalisée au cours des douze derniers mois ou peut être réalisée à l'avenir.

L'initiateur transmet également cette information sous la forme d'un historique détaillé sur les douze mois précédant l'offre des opérations boursières lui ayant permis ou lui permettant d'acquérir des titres de la société visée. Il précise pour chaque transaction :

- la date de l'opération ;
- le prix d'achat ainsi que le nombre de titres concernés ;
- le nom du ou des cédants s'il les connaît.

d) S'il y a lieu, les conditions auxquelles l'offre est subordonnée en application des articles 231-9 à 231-12 du règlement général de l'AMF, notamment le nombre de titres présentés à l'offre en deçà duquel l'offre n'aura pas de suite positive.

e) Le calendrier prévisionnel de l'offre.

f) Les conditions de financement de l'opération, et leurs incidences sur les actifs, l'activité et les résultats des sociétés concernées.

Dans le cadre d'une offre publique d'échange, la note d'information précise si les titres remis en échange des actions de la société visée seront émis à la suite d'une émission réservée aux actionnaires ayant apporté leurs titres à l'échange.

Le cas échéant, il convient de préciser :

- la date de l'assemblée générale des actionnaires appelés s'il y a lieu à se prononcer sur l'opération. La note d'information mentionne le cas échéant l'établissement d'un rapport spécial des contrôleurs légaux à cette occasion ;
- l'impact envisagé d'une telle opération sur la répartition du capital et des droits de vote de l'initiateur, en prenant en compte le nombre maximal de titres émis.

Un tableau mentionne le nombre d'actions, le pourcentage de capital et le pourcentage de droits de vote correspondants pour chacun des principaux actionnaires de l'initiateur, avant et après l'opération.

La note d'information indique si le nombre de titres considéré prend également en compte le capital potentiel (bons de souscription, obligations convertibles, options, ...).

3° Ses intentions pour une durée couvrant au moins les douze mois à venir :

Il s'agit de décrire les motifs de l'offre, dans la limite des données dont l'initiateur a connaissance et en cohérence avec ses intentions en matière de politique industrielle, sociale et financière, à travers :

- a) Le cadre du rapprochement des deux sociétés (marchés visés, parts de marché, nombre de personnes employées, taille du nouvel ensemble) ;
- b) La poursuite de l'activité de la société visée et, pour autant qu'elle soit affectée par l'offre, de l'initiateur ;

c) L'orientation en matière d'emploi, notamment :

- le maintien des emplois de leur personnel et de leurs dirigeants ainsi que tout changement important des conditions d'emploi, notamment les plans stratégiques de l'initiateur pour les deux sociétés et les répercussions probables sur l'emploi et les sites d'activités des sociétés ;
- les perspectives à court et moyen terme ;
- les engagements pris par l'initiateur, ainsi que les restructurations envisagées et leurs conséquences le cas échéant.

d) L'organisation du nouveau groupe au niveau industriel et au niveau de ses instances dirigeantes ;

e) Les avantages pour les deux sociétés et leurs actionnaires d'une telle opération ;

f) Les synergies éventuellement envisagées, ainsi que le montant et la date approximatifs des gains économiques attendus de l'opération ;

g) Les frais liés à l'opération ;

h) La perspective ou non d'une fusion ;

i) La possibilité d'une offre publique de retrait suivi d'un retrait obligatoire ou d'un retrait obligatoire, au cas où l'initiateur viendrait à détenir au moins 95 % des titres de capital ou donnant ou pouvant donner accès au capital ou aux droits de vote.

L'initiateur précise dans sa note d'information s'il se réserve la possibilité de demander la radiation de la société visée. Dans ce cas, il rappelle que l'entreprise de marché ne pourra accepter cette demande que si les résultats de l'offre réduisent fortement la liquidité du titre, de telle sorte que la radiation de la cote soit de l'intérêt du marché, et sous réserve du droit d'opposition de l'AMF.

La note d'information précise également les perspectives d'évolution de la politique de dividende des sociétés concernées : initiateur, société visée si elle demeure cotée suite à l'opération, ou société nouvelle résultant de la fusion éventuelle de ces deux entités.

4° Le droit applicable aux contrats conclus entre l'initiateur et les détenteurs de titres de la société visée à la suite de l'offre ainsi que les juridictions compétentes ;

5° Les accords relatifs à l'offre, auxquels l'initiateur est partie ou dont il a connaissance, ainsi que toutes indications sur les personnes avec lesquelles il agit de concert ;

Ces accords incluent ceux conclus par les sociétés concernées ou par leurs actionnaires et susceptibles d'avoir une incidence sur l'appréciation de l'opération ou sur son issue.

L'initiateur rappelle notamment de manière détaillée les engagements de présentation à l'offre déjà cités dans le communiqué relatif au dépôt du projet d'offre. Il les complète par des informations plus récentes s'il y a lieu.

6° S'il y a lieu, l'avis motivé du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'organe compétent sur les conséquences de l'offre pour l'initiateur, ses actionnaires et ses salariés ;

Les conditions dans lesquelles cet avis a été obtenu, qui doivent être rapportées dans la note d'information, s'entendent comme :

- a) Le nombre de membres présents et absents ;
- b) Le résultat du vote ;
- c) S'il y a lieu, les opinions divergentes.

7° Dans le cas prévu au IV de l'article L. 433-3 du code monétaire et financier, l'engagement de déposer un projet d'offre irrévocable et loyale sur la totalité des titres de capital et donnant accès au capital ou aux droits de vote de la société dont plus du tiers du capital ou des droits de vote est détenu et qui constitue un actif essentiel de la société visée ;

8° Dans les cas prévus à l'article 261-3 du règlement général de l'AMF, le rapport de l'expert indépendant ;

9° Les modalités de mise à disposition des informations mentionnées à l'article 231-28 du règlement général de l'AMF ;

10° La signature des personnes attestant l'exactitude des informations figurant dans la note.

La note d'information est signée, chacun pour ce qui le concerne, respectivement par l'initiateur et par le ou les établissements présentateurs.

Article 3 - Note en réponse de la société visée

La note en réponse de la société visée mentionne :

1° Toute clause d'accord conclu par les personnes concernées ou leurs actionnaires susceptibles d'avoir une incidence sur l'appréciation de l'offre ou sur son issue, sous réserve de l'appréciation de la validité par les tribunaux ;

2° Les éléments mentionnés à l'article L. 225-100-3 du code de commerce, le cas échéant actualisés à la date de l'offre tels que la société en a connaissance ;

3° Dans les cas prévus à l'article 261-1 du règlement général de l'AMF, la note en réponse comporte le rapport de l'expert, établi conformément aux dispositions du titre VI du livre II du règlement général de l'AMF et à l'instruction n° 2006-08 du 25 juillet 2006.

La société visée peut, sous sa propre responsabilité, décider de ne pas mentionner certaines informations figurant dans le rapport de l'expert afin de ne pas porter atteinte à ses intérêts légitimes sous réserve que cette omission ne risque pas d'induire le public en erreur.

4° Les conditions dans lesquelles l'avis motivé du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'organe compétent sur l'intérêt ou le risque que présente l'offre pour la société visée, ses actionnaires et ses salariés a été obtenu, doivent être rapportées dans la note en réponse. Il convient de préciser :

- a) Le nombre de membres présents et absents ;
- b) Le résultat du vote ;
- c) S'il y a lieu, les opinions divergentes.

La note en réponse mentionne l'avis motivé du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'organe compétent sur les offres ultérieures (surenchères ou offres concurrentes) intervenues avant le visa de la note de réponse le cas échéant, ainsi que les conditions dans lesquelles cet avis a été rendu.

Les motivations de l'avis du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'organe compétent doivent être rapportées et argumentées dans la note en réponse. La note mentionne notamment les éléments sur le fondement desquels le conseil d'administration, le conseil de surveillance ou de l'organe compétent a fondé son avis motivé.

5° Lorsqu'elles sont disponibles et lorsqu'elles diffèrent de l'avis motivé du conseil, les observations, selon les cas, du comité d'entreprise, des délégués du personnel ou des membres du personnel ;

6° Les intentions des membres des organes sociaux mentionnées au 4° ;

7° Le nombre et la nature des titres de la société visée que celle-ci détient déjà, directement ou indirectement, seule ou de concert, ou qu'elle peut détenir à sa seule initiative, ainsi que la date et les conditions auxquelles leur acquisition a été ou peut être réalisée ;

8° Les modalités de mise à disposition des informations mentionnées à l'article 231-28 du règlement général de l'AMF.

La note en réponse est signée par le représentant légal de la société.

Article 4 - Note d'information conjointe

Les notes d'information établies par l'initiateur et par la société visée peuvent faire l'objet d'un document unique. Dans les cas prévus à l'article 261-1 du règlement général de l'AMF, le projet de note d'information de l'initiateur ne peut être établi conjointement avec la société visée sauf en cas de retrait obligatoire lorsqu'un projet de note d'information doit être établi .

SECTION 2 - AUTRES INFORMATIONS

Article 5 - Autres informations concernant l'initiateur

Ces informations comportent les indications suivantes :

- 1° L'identité et les caractéristiques de l'initiateur, en particulier la structure de son actionnariat ;
- 2° Sa situation comptable et financière ;

Ces informations portent également sur le groupe auquel l'initiateur appartient, lorsque cela est nécessaire au public pour lui permettre de prendre sa décision en toute connaissance de cause.

Trois paramètres principaux permettent de déterminer ce niveau d'information pertinent :

- la réalité de l'activité économique de l'initiateur ainsi que sa surface financière ;
- l'établissement de comptes consolidés par cette société ;
- la réalité de la prise de risque financier lié au lancement de l'offre (dans le cadre d'un financement par endettement notamment).

a) Si l'offre est réglée intégralement en numéraire

L'initiateur établit au moins une présentation résumée de ses statuts, des comptes sociaux, et le cas échéant consolidés du dernier exercice clos. Lorsqu'il relève de la compétence de l'AMF pour le contrôle des informations périodiques et permanentes, il publie également une estimation des éléments suivants :

- le coût d'acquisition de la société visée ;
- le montant de l'écart d'acquisition et son traitement comptable ;
- les modalités de financement de l'offre : financement sur fonds propres et/ou par endettement ;
- l'impact de l'offre sur les principaux résultats comptables de l'initiateur ainsi que sur ses comptes consolidés s'il y a lieu, présenté sous forme de tableau. Ce dernier précise le montant par action du résultat net avant et après amortissement de l'écart d'acquisition lié à l'opération, et le montant par action des capitaux propres, pour l'initiateur et pour la société visée avant l'acquisition, ainsi que pour l'initiateur après l'acquisition. Le dénominateur utilisé pour le calcul des ratios relatifs à l'initiateur prend en compte le nombre maximal de titres susceptibles d'être émis dans le cadre de l'offre.

b) Si l'offre comporte en tout ou partie la remise de titres

L'initiateur établit une présentation complète en référence à l'annexe I du règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004.

Lorsque l'initiateur a déjà publié les informations mentionnées au a) ou au b) depuis moins d'un an (prospectus, note d'information, document de référence, document E, rapport financier annuel), il publie une mise à jour des éléments significatifs. Ces informations sont signées par l'initiateur.

L'initiateur et au moins un des établissements présentateurs déposent au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'offre une attestation garantissant que l'ensemble des informations requises par l'article 231-28 du règlement général de l'AMF et par le présent article a été déposé et a été ou sera diffusé.

Article 6 - Autres Informations concernant la société visée

La société visée dépose auprès de l'AMF et publie une mise à jour des éléments significatifs de l'information périodique et permanente publiée au cours de l'exercice.

Ces informations sont signées par le représentant légal de la société.

La société visée et le cas échéant au moins un des établissements présentateurs déposent au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'offre une attestation garantissant que l'ensemble des informations requises par l'article 231-28 du règlement général de l'AMF et par le présent article a été déposé et a été ou sera diffusé.

Article 7 - Rectification et Adaptation des autres informations

L'initiateur et la société visée peuvent compléter, à leur initiative, les informations mentionnées aux articles 5 et 6 de la présente instruction au plus tard avant l'ouverture de l'offre.

Lorsque l'AMF demande le dépôt de rectifications en application de l'article 231-30 du règlement général, l'initiateur complète les informations mentionnées au premier alinéa et publie les rectifications dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les informations initiales.

CHAPITRE II - MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE D'UNE OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT SUIVIE D'UN RETRAIT OBLIGATOIRE OU D'UN RETRAIT OBLIGATOIRE SUIVANT UNE OFFRE

SECTION 1 - MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE D'UNE OPR SUIVIE D'UN RO

Article 8 - Contenu de la note d'information

L'initiateur établit une note d'information qui comporte les informations prévues aux 1°, 3°, 5° et 9° de l'article 2 de la présente instruction et aux 2°, 3° et 8° de l'article 3 de la présente instruction. Si le rapport de l'expert indépendant a été produit dans le cadre d'une opération antérieure à l'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire, l'expert indépendant certifie par écrit dans la note d'information qu'il confirme sa conclusion sur le prix contenu dans ce rapport.

SECTION 2 - MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE D'UN RETRAIT OBLIGATOIRE À L'ISSUE DE TOUTE OFFRE

Article 9 - Contenu de l'information

En application de l'article 237-16 du règlement général de l'AMF, l'AMF se prononce sur la conformité du retrait obligatoire sauf dans l'un des deux cas suivants et à condition que le retrait obligatoire comporte le règlement en numéraire proposé lors de la dernière offre :

1° Le retrait obligatoire fait suite à une offre publique soumise aux dispositions du chapitre II du titre III du livre II du règlement général de l'AMF

2° Le retrait obligatoire fait suite à une offre publique pour laquelle l'AMF a disposé de l'évaluation mentionnée au II de l'article L. 433-4 du code monétaire et financier et du rapport de l'expert indépendant mentionné à l'article 261-1 du règlement général de l'AMF. Dans ce dernier cas, le rapport de l'expert doit porter explicitement sur les conditions financières du retrait obligatoire.

Lorsque le retrait obligatoire est mis en œuvre en application du III de l'article L. 433-4 du code monétaire et financier, l'initiateur établit une note d'information qui comporte les informations mentionnées à l'article 8 de la présente instruction.

Par exception, lorsque l'AMF ne se prononce pas sur la conformité du retrait obligatoire, l'initiateur publie un communiqué dont il s'assure de la diffusion selon les modalités fixées à l'article 221-3 du règlement général de l'AMF qui indique les modalités de mise à disposition de la note d'information établie lors de la dernière offre.

CHAPITRE III - OFFRES PORTANT SUR DES TITRES DE CRÉANCE VISÉS AU CHAPITRE VIII DU TITRE III DU LIVRE II DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF

SECTION 1 - INFORMATION DU PUBLIC

Article 10 - Documents à transmettre à l'AMF

Outre le projet de note d'information, l'initiateur, seul ou conjointement avec la société visée, transmet à l'AMF :

1° Les attestations signées par les représentants légaux, par les banquiers présentateurs, chacun pour ce qui le concerne ;

2° S'il y a lieu, le procès-verbal du dernier conseil d'administration, du dernier directoire dans le cas d'une société étrangère, de l'organe compétent ayant voté l'offre ;

3° Le rapport de l'expert indépendant sur le caractère acceptable du prix ou de la parité, ou l'opinion de la banque présentatrice sur la conformité de ceux-ci avec les conditions de marché ;

4° Toute autre information que l'AMF estimera utile pour la protection des investisseurs et le bon fonctionnement du marché.

Article 11 - Attestation sur le caractère acceptable ou conforme aux conditions de marché du prix ou de la parité

a) Cas d'application

Une attestation sur le caractère acceptable du prix ou de la parité est produite par un expert indépendant des parties concernées par l'offre :

1° Lorsque la rémunération (capital ou intérêts) du titre visé est établie, en partie ou en totalité, à partir d'un élément du compte de résultat de la société, ou est liée à une valeur mobilière émise par un tiers ;

2° Dans le cas d'obligations à haut rendement ou d'obligations émises par des sociétés en difficulté.

Dans les autres cas, une opinion portant sur la conformité du prix ou de la parité avec les conditions de marché est produite par la banque présentatrice.

b) Condition

L'attestation ou l'opinion de la banque présentatrice est produite d'emblée par l'initiateur avant le lancement de l'offre.

c) Contenu

L'attestation sur le caractère acceptable du prix ou de la parité décrit les méthodes d'évaluation suivies, les critères économiques et comptables retenus et ceux qui ont été écartés, les diligences effectuées, et se prononce sur le caractère acceptable du prix ou de la parité.

L'opinion de la banque présentatrice certifie que le prix ou la parité reflètent les conditions de marché en général et celles de la société visée en particulier.

SECTION 2 - CONTENU DE LA NOTE D'INFORMATION

Article 12 - Note d'information de l'initiateur

Le projet de note d'information précise notamment :

1° L'identité de l'initiateur ;

2° Les motifs de l'offre ;

3° La teneur de l'offre

a) Le prix ou la parité proposés en fonction des critères d'évaluation objectifs usuellement retenus, des caractéristiques de la société visée et du marché de ses titres.

Le prix ou la parité proposés ou à défaut leurs modalités de calcul sont accompagnés de plusieurs éléments d'appréciation, parmi lesquels :

- les moyennes de cours de bourse mesurées à partir de la date précédant l'ouverture de l'offre et éventuellement à partir d'une autre date justifiée par l'initiateur ;
- les références aux emprunts liquides, notamment d'État, de maturité comparable aux titres visés ;
- la somme des flux futurs de trésorerie actualisés ;
- tout autre élément d'appréciation jugé pertinent par l'initiateur.

Lorsque l'offre est réglée partiellement ou totalement en titres donnant accès au capital, les éléments relatifs à la société visée sont confrontés à des éléments équivalents pour la société dont les titres sont remis en échange.

Les éléments d'appréciation non retenus ou dont l'application n'était pas possible sont mentionnés, leur absence devant être dûment justifiée.

L'initiateur établit un récapitulatif des données précédemment évoquées sous forme de tableau reprenant l'ensemble des résultats obtenus à l'aide des divers éléments d'appréciation présentés.

b) Le nombre et la nature des titres que l'initiateur s'engage à acquérir :

L'initiateur précise les points suivants :

- le nombre de titres visés et, en cas d'offre publique alternative ou en cas d'offre principale assortie d'une option subsidiaire, le nombre de titres visés par l'offre publique d'achat et le nombre de titres visés par l'offre publique d'échange ;
 - la nature des titres visés et le nombre restant en circulation ;
 - les modalités de l'offre.
- c) Le nombre de titres de la catégorie des titres sur lesquels porte l'offre que l'initiateur détient déjà, et/ou qu'il a déjà rachetés ainsi que le prix moyen de leur acquisition sur les douze derniers mois et sur les vingt derniers jours de bourse ;
- d) S'il y a lieu, les conditions auxquelles l'offre est subordonnée en application des articles 231-9 à 231-12 du règlement général de l'AMF, notamment le nombre de titres présentés à l'offre en deçà duquel l'offre n'aura pas de suite positive ;
- e) Le régime fiscal de l'offre applicable aux personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France ;
- f) Les conditions de financement de l'opération, et leurs incidences sur les actifs, l'activité et les résultats des sociétés concernées.

Il convient de préciser les frais d'acquisition des titres visés et les modalités de financement de l'offre.

Dans le cadre d'une offre publique d'échange, la note d'information précise également les caractéristiques des titres remis en échange et, si ceux-ci sont créés à cet effet, le cas échéant, la date de l'assemblée générale permettant leur émission.

- g) Le calendrier prévisionnel de l'offre ;

4° L'avis du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'organe compétent sur les conséquences de l'offre pour l'initiateur, cet avis étant facultatif si l'initiateur et la société visée sont les mêmes ;

5° Les principales conclusions de l'attestation de l'expert indépendant sur le caractère acceptable du prix ou de la parité proposés, ou l'opinion des banques présentatrices sur la conformité de l'offre aux conditions générales de marché ;

6° Les modalités de mise à disposition des informations mentionnées à l'article 238-9 du règlement général de l'AMF ;

7° La signature des personnes attestant l'exactitude des informations figurant dans la note d'information

La note d'information est signée, chacun pour ce qui le concerne, respectivement par l'initiateur, par la société visée et par le ou les établissements présentateurs.

Article 13 - Autres Informations

Ces informations comportent les indications suivantes :

1° L'identité, les caractéristiques, la situation juridique, comptable et financière de l'initiateur

- a) Si l'offre est réglée intégralement en espèces

L'initiateur établit au moins une présentation résumée de ses statuts, des comptes sociaux ou s'ils existent des comptes consolidés du dernier exercice clos.

- b) Si l'offre est réglée partiellement ou totalement en titres quel que soit l'initiateur, ou dans le cas d'une offre publique d'achat initiée par une société sur ses propres titres, l'initiateur établit une présentation complète en référence à l'annexe correspondante du règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004.

Lorsque l'initiateur a déjà publié les informations susmentionnées depuis moins d'un an (prospectus, note d'information, document de référence, document E, rapport financier annuel), il publie une mise à jour des éléments significatifs. Dans ce cas, la note d'information précise les modalités de mise à disposition de ces documents.

L'initiateur fournit tout autre élément jugé nécessaire à la description de sa situation financière.

2° L'identité, les caractéristiques, la situation juridique, comptable et financière de la société visée si celle-ci est différente de l'initiateur

- a) La note d'information est réalisée conjointement avec la société visée

La société visée dépose auprès de l'AMF et publie une mise à jour des éléments significatifs de l'information périodique et permanente publiée au cours de l'exercice.

Ces informations sont signées par l'initiateur et la société visée.

b) La note d'information n'est pas réalisée conjointement avec la société visée

L'initiateur établit une présentation synthétique de la société visée, notamment de sa situation juridique, de son patrimoine et de sa situation financière, comprenant les principaux éléments comptables des deux derniers exercices clos. Cette présentation est constituée sur la base des éléments publiés par l'émetteur des titres visés (publications des comptes, communiqués et avis financiers récents).

L'initiateur et au moins un des établissements présentateurs déposent au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'offre une attestation garantissant que l'ensemble des informations requises par le présent article a été déposé et a été ou sera diffusé.

La société visée et, le cas échéant, au moins un des établissements présentateurs déposent au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'offre une attestation garantissant que l'ensemble des informations requises par le présent article a été déposé et a été ou sera diffusé.

Ces informations sont signées par l'initiateur et ses représentants légaux.

ANNEXE I - MODÈLE TYPE DE DÉCLARATION À L'AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR LE CONTRÔLE DE L'OFFRE

Raison sociale :

Siège social :

Lorsque la société choisit l'Autorité des marchés financiers comme autorité compétente pour le contrôle de toute offre publique elle adresse à l'AMF la déclaration suivante qui comporte la signature de ses représentants légaux :

« La société [raison sociale] dont le siège est situé à [Pays] et dont les titres sont admis aux négociations sur [indiquer toutes les places de cotation] depuis le [date de première admission aux négociations sur un marché réglementé] déclare choisir l'Autorité des marchés financiers en application de l'article 4 de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition.

En conséquence les dispositions du titre III du livre II du règlement général de l'AMF sont applicables à toute offre dont la société [...] pourrait faire l'objet. »

Le choix de l'Autorité des marchés financiers comme autorité compétente pour le contrôle des offres est irréversible sauf si les actions de la société [...] viennent à être admises aux négociations sur un marché réglementé de l'État membre de la Communauté européenne ou partie à l'Espace économique européen dans lequel la société a son siège statutaire ou lorsque les actions de la société ne sont plus admises aux négociations sur un marché réglementé français. Dans ces cas, la société adresse à l'AMF la déclaration suivante :

« La société [raison sociale] dont le siège est situé à [Pays] et dont les titres sont admis aux négociations sur [indiquer toutes les places de cotation] depuis le [date de première admission aux négociations sur un marché réglementé] ne sera plus soumise aux contrôles de l'Autorité des marchés financiers pour le contrôle des offres publiques dont elle pourrait faire l'objet en raison :

- que les actions de la société [...] ont été radiées de l'Eurolist Paris ; OU*
- que les actions de la société [...] ont été admises aux négociations sur un marché réglementé situé à [Pays du siège de la société] le [Date d'admission] ».*